

## L'INSTITUTION DES WAQF QUEL FINANCEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL EN ISLAM ?

Ahmed TAHIRI JOUTI, CED – *Droit, économie et Gestion, Université Abdelmalek  
Essaadi – Tanger, a.tahiri@almaaligroup.com*

**Keywords :** Social Entrepreneurship, WAQF Institution, SHARIAH Compliant Stocks, Islamic Mutual Funds, Sukuk, Musharakah tabita, Musharakah mutanaquissa, Mudharabah, Ijarah, Istisna'a, Salam, Mourabaha, Musaqat, Mugharassa, Muzara'a.

**Abstract :** Social entrepreneurship is a new academic concept but the practices are old. The Islamic economic system has its own social entrepreneurship model that has shown up at the time of the prophet Mohamed (SAWS) and evolved into an institution called Al WAQF. This institution proved its efficiency in resolving social problems in the Islamic society throughout time. In our era, the Islamic financial instruments give new development opportunities for the WAQF concept. This article gives an oversight of the Islamic model of social entrepreneurship and the way Islamic finance can enhance it.

**Mots clés :** Entrepreneuriat Social, Institution des WAQF, actions SHARIAH Compliant, OPCVM islamique, Sukuk, Musharakah tabita, Musharakah mutanaquissa, Mudharabah, Ijarah, Istisna'a, Salam, Mourabaha, Musaqat, Mugharassa, Muzara'a.

**Résumé :** L'entrepreneuriat social est un nouveau concept académique, mais les pratiques sont anciennes. Le système économique islamique dispose de son propre modèle d'entrepreneuriat social qui est apparu à l'époque du prophète Mohamed (SAWS) et a évolué pour devenir une institution appelée Al Waqf. Cette institution a prouvé son efficacité dans la résolution des problèmes sociaux dans la société islamique à travers le temps. A notre époque, les instruments financiers islamiques offrent de nouvelles opportunités de développement pour le concept de Waqf. Cet article est un aperçu du modèle islamique d'entrepreneuriat social et la manière dont la finance islamique peut contribuer à son développement.

## INTRODUCTION

Dans la pratique, les entrepreneurs sociaux ont toujours existé partout à travers le monde et sous plusieurs formes (ROBERTS, D. et WOODS, C ; 2005), toutefois, la conceptualisation académique et l'intérêt des pouvoirs publics datent depuis peu (STRYJAN, Y ; 2006). Cette diversité des pratiques entrepreneuriales sociales pose une réelle problématique aux chercheurs qui essaient de s'accorder sur une définition précise du concept pour permettre l'étude du phénomène et de ses divers impacts.

Toutefois, la majorité des définitions se mettent d'accord sur le caractère novateur de l'entrepreneuriat social dans le traitement des problèmes sociaux qui deviennent de plus en plus complexes (JOHNSON, S ; 2000) face à l'incapacité des Etats et gouvernements. Ainsi, il s'agit d'une approche alternative et un outil d'aide au gouvernement pour créer des communautés saines et durables (SEELOS, C et MAIR, J. ; 2004).

Plusieurs exemples d'entrepreneuriat social ont été énumérés par des auteurs et qui remontent au 19<sup>ème</sup> siècle (tel que l'initiative de Florence Nightingale (DEARLOVE, D. ; 2004), pionnière britannique du métier d'infirmière qui a contribué à la chute du taux de mortalité de 40% à 2%) ou au début du 20<sup>ème</sup> siècle (avec la Fundacion Social en Colombie (FOWLER, A. ; 2000) établie en 1911 dans le but de générer et de consacrer des revenus à la création de valeur sociale).

En économie islamique, les pratiques entrepreneuriales sociales ne sont pas étrangères et remontent à l'époque du prophète (SAWS). Par la suite, elles ont été institutionnalisées pour profiter à une large population. En effet, l'institution des WAQF constitue un instrument spécifique à l'économie islamique dont la mission principale est de remédier à des problématiques sociales complexes. Cette institution, étant autonome de

L'Etat islamique, dispose de ses propres ressources et revenus alloués à 100% à des causes sociales.

De plus, la parution de la finance islamique a permis de faire évoluer les instruments de financement de l'institution des WAQF afin de collecter plus de fonds et générer plus de revenus améliorant ainsi l'efficacité économique du modèle islamique d'entrepreneuriat social.

Cet article vise à présenter l'institution des WAQF comme un modèle d'entrepreneuriat social spécifique à l'économie islamique, son mode de fonctionnement et ses liens avec la finance islamique.

Notons que si la problématique de financement de l'institution des WAQF a été abondamment débattue par les juristes et les économistes musulmans, le rapprochement entre ce concept (*d'Al WAQF*) et celui de l'entrepreneuriat social n'a jamais été abordé auparavant et constitue une nouvelle thématique de recherche.

Ainsi, la première partie va être dédiée à la présentation de l'institution des WAQF en tant que modèle d'entrepreneuriat social, la deuxième partie va être consacrée à la définition des missions socio-économiques de cette institution alors que la troisième partie va débattre du lien entre la finance islamique et l'institution des WAQF.

## 1 L'institution des WAQF : Un modèle d'entrepreneuriat social

### 1.1 L'institution des WAQF : Concepts & Historique

#### 1.1.1 Concept de WAQF

L'Islam est une religion de solidarité et de coopération entre les différentes couches de la société islamique. Dieu préconise aux musulmans de faire des aumônes pour mériter la récompense de l'au-delà tel que stipulé par le verset coranique suivant :

267. *O les croyants! Dépensez des meilleures choses que vous avez gagnées et des récoltes que nous avons fait sortir de la terre pour vous. Et ne vous tournez pas vers ce qui est vil pour en faire dépense. Ne donnez pas ce que vous-mêmes n'accepteriez qu'en fermant les yeux! Et sachez qu'Allah n'a besoin de rien et qu'Il est digne de louange.* (Sourate Al BAQARAH, Verset 267)

De plus, la Sunna du prophète (SAWS) vient avec le concept de « SADAQA JARIYA » (une aumône toujours en cours) qu'on retrouve dans le hadith suivant :

*Muslim, Abû Dâwûd, At- Tirmidhî, An-Nasa'i et Ibn Mâja rapportent d'après Abû Hurayra que le Prophète (SAWS) a dit : « Lorsque le fils d'Adam vient à mourir, tous ses actes sont interrompus,*

*hormis trois choses : une aumône toujours en cours, une science dont les autres bénéficient et une progéniture pieuse qui invoque Dieu pour lui. »*

Le Hadith suivant d'ibn Mâja explique davantage le concept d'aumône en cours (**SADAQA JARIYA**) :

*« Parmi les actes et les bonnes œuvres qui suivent le croyant après sa mort, il y a une science qu'il aura enseignée et divulguée, un enfant pieux qu'il aura laissé après lui, Un Coran qu'il aura légué en héritage, une mosquée qu'il aura édifiée, une maison qu'il aura construite pour le voyageur démun, une rivière qu'il aura aménagée au profit des autres et une aumône qu'il aura prélevée de ses biens étant encore vivant et en bonne santé. Toutes ces œuvres lui parviendront après sa mort. »*

Ainsi, AL WAQF, qui est un mot arabe signifiant la cession d'une terre au profit des besogneux<sup>1</sup>, est une SADAQA JARRIYA (aumône toujours en cours).

Les 4 écoles de jurisprudence islamique ont défini chacune AL WAQF comme suit :

Les écoles de jurisprudence	Les définitions
<b>Les Hanafites</b>	L'objectif du WAQF est de préserver et entretenir le patrimoine d'origine qui appartenait à quelqu'un d'autre et allouer les bénéfices générés de ce patrimoine aux besogneux <sup>2</sup> .
<b>Les Hanbalites</b>	AL WAQF consiste à interdire le propriétaire d'origine de la richesse de la consommer. La richesse qui produit des bénéfices devrait rester sous la même forme <sup>3</sup> .
<b>Les Shaféites</b>	AL WAQF consiste à garder le patrimoine qui peut générer des bénéfices et le garder dans la même forme alors que le propriétaire original ne pourrait pas le consommer <sup>4</sup> .
<b>Les Malékites</b>	AL WAQF est la propriété du profit généré d'un patrimoine faisant objet d'une donation religieuse. Ce profit est donné aux nécessiteux <sup>5</sup> .

Table 1 : Définitions des écoles de jurisprudence islamique du concept de WAQF

De ce qui précède, on peut définir AL WAQF comme étant une richesse que le propriétaire original s'abstient de consommer et dont le profit généré est distribué sur les pauvres et nécessiteux. La richesse doit rester dans le

<sup>1</sup>العلامة جمال الدين بن منظور، "لسان العرب"، الجزء 6، دار صادر، بيروت، 1968، ص. 477

<sup>2</sup>محمد أمين بن العابد، حاشية بن عابد، جزء 4، القاهرة، مطبعة الحلبي، 1983، ص. 362

<sup>3</sup>العلامة منصور بن يونس البهوتي، صيغ منتهى الإرادات، جزء 7، القاهرة، المكتبة السلفية، 1348هـ

<sup>4</sup>محمد الخطيب الشربيني، "مغني المحتاج"، جزء 2، القاهرة، مطبعة الحلبي، 1958، ص. 376

<sup>5</sup>العلامة شهاب الدين القرافي، الفارق، جزء 1، مكة، دار إحياء الكتب العربية، ص. 111

même état sans qu'elle ne soit consommée par le premier propriétaire.

Ab. Manan définit AL WAQF comme étant la possession d'une propriété convertie d'une propriété privée à une propriété sociale en allouant la propriété du revenu généré à des bénéficiaires définis (YALAWAE, A et TAHIR M. I. ; 2006).

Ainsi, il apparaît clairement que la définition du WAQF cadre avec le concept d'entrepreneuriat social qui stipule que l'entière ou la majorité des bénéfices commerciaux soient réinvestis dans la mission sociale plutôt que distribués aux actionnaires (BACQ S. & JASSEN F. ; 2008)

### 1.1.2 Histoire du WAQF

Les pratiques de WAQF remontent à l'époque du prophète (SAWS). En effet, Jabir (que Dieu l'agrée) (YALAWAE, A et TAHIR M. I. ; 2006) avait dit qu'aucun des compagnons du prophète n'avait un actif personnel à part ceux qu'ils ont donné en WAQF pour Dieu.

Ensuite, ces pratiques ont été institutionnalisées pour prendre de l'ampleur et de l'importance et couvrir un ensemble de besoins sociaux tel que le financement d'universités ou d'hôpitaux.

Ibn Battouta, le célèbre voyageur Marocain, avait mentionné qu'à Damas en l'an 726, il y avait plusieurs types de WAQF, tel que le WAQF pour effectuer le pèlerinage à la Mecque, le WAQF pour contribuer aux dépenses de mariage, le WAQF pour les habits, le WAQF pour améliorer l'infrastructure routière, etc.

Par ailleurs, depuis leur création, les universités d'AL QARAWYINE<sup>6</sup> au Maroc et d'AL AZHAR<sup>7</sup> en Egypte ont profité du système des WAQF pour couvrir leurs dépenses et garantir leur développement et pérennité.

De nos jours, la plupart des Etats islamiques ont créé des ministères chargés de la gestion des WAQF. Il s'agit d'un instrument social efficace permettant de soutenir les efforts des gouvernements islamiques.

## 1.2 L'institution des WAQF : Mode de Fonctionnement

### 1.2.1 Les Acteurs d'une Opération de WAQF

Une opération de WAQF repose sur les composantes et acteurs suivants (CHAWQUI, A.D. ; 2011) :

- ✓ Les biens objet du WAQF (أعيان الوقف) : Il s'agit des actifs immobiliers et mobiliers, des actifs financiers et des droits qui peuvent faire l'objet de WAQF.
- ✓ La personne ayant effectué al WAQF (الواقف) : Il peut s'agir d'une personne ou d'un groupe de personnes ayant effectué la donation.
- ✓ Les bénéficiaires du WAQF (الموقوف عليه) : les donateurs du WAQF désignent le ou les

bénéficiaires qui peuvent être un groupe d'individus ou même un bien faisant objet de WAQF (Mosquée, hôpital, Bibliothèque, etc.)

- ✓ Le revenu du WAQF (ربيع الوقف أو غلته) : il s'agit du revenu généré par le bien objet du WAQF (loyer ou revenus commerciaux, etc.)

### 1.2.2 L'institution des WAQF : Coordinateur des Initiatives Individuelles d'Entrepreneuriat Social

Généralement, toute opération de WAQF est une entreprise sociale qui peut avoir une activité commerciale dont les revenus seront alloués ou réinvestis dans le cadre d'une mission sociale.

A cet effet, pour gérer au mieux les opérations de WAQF, maximiser les revenus et répondre efficacement aux besoins sociaux de la société islamique, un gestionnaire de WAQF (ناظر الأوقاف أو القائم) devient nécessaire. Il s'agit, généralement, d'une institution centrale chargée de consolider les efforts et de faire aboutir les initiatives individuelles.

De plus, cette institution se charge de l'entretien et du développement du patrimoine géré. En effet, l'ensemble des biens faisant l'objet d'un WAQF doivent être entretenus pour sauvegarder les revenus générés et développés pour générer plus de recettes afin de répondre au mieux aux exigences sociales.

Ainsi, l'institution des WAQF est un coordinateur des initiatives individuelles d'entrepreneuriat social qui a à sa charge de :

- ✓ Regrouper l'ensemble des biens objet du WAQF.
- ✓ Les mettre en exploitation afin de générer des revenus.
- ✓ Les entretenir et les développer pour maximiser les revenus générés.
- ✓ Affecter ces revenus aux bénéficiaires dans l'objectif de répondre à leurs besoins.

## 2 Les missions socio-économiques de l'institution des WAQF

L'institution des WAQF est le coordinateur des initiatives individuelles d'entrepreneuriat social assurant plusieurs missions d'ordre socio-économique :

### 2.1 Meilleure Répartition des Richesses

Les WAQF permettent de générer des revenus et de les allouer, entre autres, aux couches sociales lésées. De plus, ils assurent des services sociaux gratuits tels que la santé et l'enseignement améliorant ainsi la qualité de vie au sein des pays islamiques.

Selon H. NAGAMIA (NAGAMIA, H ; 1992), tous les hôpitaux des pays islamiques étaient financés à travers les revenus générés des WAQF. En effet, les hôpitaux

<sup>6</sup> Université Al QARAWYINE, première université dans le monde créée en 869.

<sup>7</sup> Université Al AZHAR, créée en Egypte en 970.

gardaient les patients jusqu'à ce qu'ils soient totalement guéris et les coûts étaient supportés par les hôpitaux eux-mêmes et ce quelque soit le patient, résident ou étranger, fort ou faible, riche ou pauvre, employé ou chômeur. Il n'existe pas de conditions spécifiques de paiement ou de remboursement des frais.

## 2.2 Entretien des biens publics

Les revenus générés peuvent bénéficier à des personnes ou à une catégorie de personnes bien définie comme ils peuvent servir à l'entretien de biens publics comme les mosquées, les hôpitaux, les universités, etc.

En plus de l'entretien, les revenus des WAQF peuvent contribuer à la construction et au développement des biens publics et des infrastructures à portée socio-économique. Au 14<sup>ème</sup> siècle, l'hôpital d'Ibn Thuloon (YALAWAE, A et TAHIR M. I. ; 2006) en Egypte disposait d'environ 100 000 bouquins spécialisés en médecine alors que l'université de Paris, qui avait à l'époque la plus grande bibliothèque d'Europe, avait seulement 400 bouquins.

Il est à noter que, dans le cas des WAQF portant sur des biens publics, les revenus doivent être alloués, en priorité, aux dépenses d'entretien et si l'on dégage un excédent, il est alloué au développement du patrimoine.

## 2.3 Renforcement des Services Publics et Allègement des Charges Sociales de l'Etat

L'institution des WAQF joue un rôle social très important en améliorant la qualité des services publics notamment de santé et d'éducation tout en allégeant les charges sociales de l'Etat islamique.

En effet, l'implication de l'institution des WAQF dans le service public ne signifie pas que l'Etat islamique va se retirer et minimiser ses interventions. Il s'agit plus d'un renfort qu'une alternative au rôle social de l'Etat.

## 2.4 Encouragement des Investissements

L'une des missions économiques de l'institution des WAQF consiste à développer le patrimoine géré afin de sauvegarder sa valeur et d'accroître les revenus générés. Cette mission exige de l'institution de devenir un investisseur et un entrepreneur.

Ainsi, l'institution des WAQF constitue aussi un moyen d'encourager les investissements et la création de valeur pour la société islamique.

## 3 Les instruments de la finance islamique et l'institution des WAQF

Avec l'apparition de la finance islamique, de nouveaux instruments financiers ont vu le jour dont l'adoption permettrait à l'institution des WAQF d'évoluer et

d'atteindre ses différents objectifs économiques. En effet, ces instruments financiers islamiques constituent de nouvelles ressources pour l'institution des WAQF et de nouvelles sources de financement pour ses projets de développement.

### 3.1 Les instruments Financiers Islamiques Comme Nouvelles Ressources de l'Institution des WAQF

La licéité du WAQF monétaire ne fait pas l'unanimité entre les juristes musulmans qui ne s'accordent pas tous sur les modalités pratiques de son fonctionnement (KAHF, M ; 2010). En effet, Il y a ceux qui l'ont autorisé pour être utilisé en tant que prêts et il y a ceux qui l'ont autorisé pour être investi dans le cadre d'un contrat de Mudharabah dont les profits seront distribués sur les bénéficiaires.

Par ailleurs, le WAQF financier intègre les instruments financiers islamiques<sup>8</sup> suivants, sous quelques réserves :

#### 3.1.1 Les actions SHARIAH Compliant

Les actions sont des parts égales de propriété dans les sociétés anonymes. Elles donnent à leurs détenteurs le droit de vote dans les assemblées générales, le droit aux dividendes et le droit à l'actif net de la société en cas de liquidation.

Une action représente un droit sur les biens, les dettes et les liquidités de la société. Ainsi, le WAQF portant sur une action est, en fait, un WAQF portant sur les actifs de la société ce qui suscite plusieurs remarques :

##### ▪ La nature des revenus générés par les actions

Les revenus générés par les actions se constituent des dividendes et des gains réalisés suite à une évolution favorable des cours. Si le WAQF stipule que les revenus à allouer aux bénéficiaires se constituent uniquement des dividendes, alors, il s'agit d'une forme licite. Par contre, si le WAQF stipule que les revenus à allouer se constituent également des variations de prix, dans ce cas, il s'agit d'une forme illicite et difficile à mettre en place puisque l'action objet du WAQF est une part des actifs de la société et non pas un montant d'argent (KAHF, M. ; 2010).

##### ▪ La nature de l'action

Il existe plusieurs critères de sélection et de filtrage des actions compatibles à la SHARIAH. Parmi les critères les plus utilisés, on trouve ceux adoptés par le Dow Jones Islamic Market Indices<sup>9</sup> :

- ✓ Filtrage des secteurs d'activité : Toutes les entreprises dont l'activité principale est jugée illicite par la SHARIAH sont éliminées du scope de

<sup>8</sup> La liste n'est pas exhaustive

<sup>9</sup> Pour plus de détails, voir :

<http://www.djindexes.com/islamicmarket/>



l'indice. Ainsi, seules les actions d'entreprises à activité licite peuvent faire l'objet d'un WAQF.

- ✓ Filtrage via les ratios financiers : Les actifs de l'entreprise ne doivent pas être composés principalement des créances clients et de liquidités<sup>10</sup>. De plus, les instruments financiers conventionnels générant des intérêts ne doivent pas avoir un poids important. Ainsi, les actions d'entreprises qui ne respectent pas ces critères ne peuvent pas faire l'objet de WAQF.

### 3.1.2 Les Sukuks

La norme 17 de l'AAOIFI<sup>11</sup> définit les sukuk comme étant des certificats à valeur égale représentant des parts définies dans un actif, un service, un usufruit, un projet ou une activité d'investissement privée.

Selon la même norme, Il existe plusieurs types de Sukuks :

- ✓ Sukuks Ijarah : il s'agit de certificats à valeur égale émis par le propriétaire d'un bien loué. Suite à la souscription, la propriété du bien est transférée aux détenteurs des Sukuks. Il peut aussi s'agir d'une émission effectuée par le propriétaire d'un bien qu'il veut relouer (opération de lease back).
- ✓ Sukuks Salam : Il s'agit de certificats à valeur égale émis pour récupérer le capital initial d'une opération de SALAM. Ensuite, la marchandise objet du contrat SALAM devient la propriété des détenteurs des Sukuks.
- ✓ Sukuks Istisna' : Il s'agit de certificats à valeur égale émis pour financer la fabrication d'un bien qui devient la propriété des détenteurs des sukuks.
- ✓ Sukuks Murabaha : Il s'agit de certificats à valeur égale émis pour financer l'acquisition d'une marchandise dans le cadre d'un contrat de MOURABAHA. La marchandise acquise devient la propriété des détenteurs des Sukuks.
- ✓ Sukuks Musharakah : ce sont des certificats émis à valeur égale pour financer le lancement d'un projet, de son développement ou le financement d'une activité sur la base d'un contrat de MUSHARAKAH. Les actifs ou le projet financé deviennent la propriété des détenteurs des Sukuks et les émetteurs en fonction de leurs parts respectives.
- ✓ Sukuks Muzara'a : ce sont des certificats émis à valeur égale pour financer un projet sur la base du contrat de Muzara'a. Les détenteurs de ces sukuks ont une part dans la récolte.
- ✓ Sukuks Musaqat : ce sont des certificats émis pour financer un projet d'arboriculture selon un contrat de musaqat. Les détenteurs de ces sukuks ont une part dans la cueillie.
- ✓ Sukuks Mugharassa : ce sont des certificats émis à valeur égale pour financer un projet d'arboriculture selon un contrat de mugharassa. Par la suite, les détenteurs des sukuks ont une part dans la terre et les arbres.

<sup>10</sup> Les actions des entreprises ayant un patrimoine dominé par les actifs monétaires et les créances ne peuvent pas être librement échangeables. En effet, la vente d'une créance doit se faire à sa valeur nominale pour éviter l'usure.

<sup>11</sup> Accounting and Auditing Organisation for Islamic Financial institutions

### 3.1.3 Les OPCVM islamiques

Les OPCVM<sup>12</sup> sont des organismes financiers dont les fonds investis sont placés en valeurs mobilières et en liquidités. Il s'agit de produits d'épargne offrant à leurs actionnaires ou porteurs de parts une parfaite liquidité de leur épargne par le mécanisme de souscription (création de nouvelles parts pour les investisseurs) et de rachat (l'acquisition des parts existantes auprès des investisseurs). Les souscriptions et les rachats se font sur la base d'un prix unique appelé valeur liquidative (VL).

Il existe deux types d'OPCVM à savoir :

- ✓ Les OPCVM de capitalisation : les revenus des titres (dividendes des actions et coupons des obligations) sont réinvestis dans le fond. Le gain est réalisé lorsque les parts détenues sont cédées à une VL supérieure à celle d'acquisition.
- ✓ Les OPCVM de rendement : les revenus des titres (dividendes des actions et coupons des obligations) sont distribués sur les détenteurs de parts OPCVM.

Les OPCVM islamiques ne peuvent investir les fonds collectés que dans des instruments financiers islamiques tels que les actions conformes à la SHARIAH, les Sukuks, les autres OPCVM islamiques, etc.

Par ailleurs, les détenteurs des parts OPCVM sont des associés partageant les gains et les pertes alors que le gestionnaire du fond est leur agent.

Il est à noter que seul le WAQF portant sur les revenus générés par un OPCVM islamique de rendement ne pose pas de problème particulier du point de vue de la SHARIAH.

## 3.2 Les Instruments Financiers Islamiques Comme Nouvelles Sources de Financement de l'Institution des WAQF

L'un des défis contemporains de l'institution des WAQF est l'entretien et le développement du patrimoine géré. Ainsi, il est important de diversifier les sources de financement et assurer leur conformité aux preceptes islamiques. La finance islamique peut contribuer, à travers ses instruments, à la réalisation de cet objectif.

### 3.2.1 Les Moyens Classiques de Financement

L'entretien et le développement du patrimoine géré par l'institution des WAQF peut être financé par les moyens classiques tel que :

- ✓ Le revenu généré par le patrimoine lui-même.
- ✓ La contribution des bénéficiaires du revenu des WAQF sauf qu'en cas de refus, l'institution ne peut pas les obliger ou les contraindre à le faire (CHAWQUI, A.D. ; 2011).
- ✓ La contribution de l'Etat au cas où les bénéficiaires ne sont pas déterminés lorsqu'il s'agit des mosquées, des étudiants, etc.

<sup>12</sup> Voir <http://www.cdvm.gov.ma/instruments-financiers/instruments-financiers#OPCVM>

- ✓ La collecte de dons pour financer l'entretien et le développement des biens et du patrimoine.
- ✓ Le revenu généré par d'autres biens gérés par les WAQF.

### 3.2.2 Le financement à travers les formules de la Finance Islamique

La finance islamique propose plusieurs produits conformes à la SHARIAH et qui pourront contribuer au financement de l'institution des WAQF.

#### ▪ Al Musharakah tabita (Al Musharakah permanente)<sup>13</sup>

Al *Musharakah tabita* est la forme classique de partenariat dans laquelle chaque associé verse une mise initiale en capital lui donnant un droit de regard et de supervision sur le projet financé tout en partageant les pertes et les profits réalisés.

Dans le cadre de l'institution des WAQF, Al *Musharakah tabita* peut prendre la forme d'un partenariat conclu avec un promoteur pour la mise en place de constructions résidentiels, commerciales ou de services. Les biens immobiliers constituent l'apport de l'institution alors que les frais de rénovation et de promotion représentent l'apport du promoteur.

Ensuite, ces biens immobiliers sont mis en location et les revenus générés sont répartis entre l'institution des WAQF et ses associés chacun selon sa part.

Par ailleurs, cette formule est conforme aux avis des juristes notamment les malékites qui stipulent que les dépenses sur les biens du WAQF en vue de les entretenir et de les développer permettent à celui qui les a effectué de devenir associé.

#### ▪ Al Musharakah mutanaquissa (Al Musharakah dégressive)

Tout comme Al *Musharakah tabita*<sup>14</sup>, la formule de *musharakah dégressive* est un partenariat entre l'institution des WAQF et un promoteur pour la réalisation de projets de développement de son patrimoine. Les revenus générés sont répartis entre le promoteur et l'institution des WAQF.

Par contre, l'institution des WAQF est tenue de racheter les parts du promoteur graduellement jusqu'à ce que ce dernier se retire définitivement de ce partenariat.

#### ▪ Al Mudharabah

Al *Mudharabah*<sup>15</sup> est un contrat de société commerciale islamique dont la légalité est reconnue par l'ensemble des écoles de jurisprudence islamique. Il s'agit d'un contrat d'exploitation en vue de partager les profits entre deux

parties, une partie ayant participé avec son capital, l'autre partie avec son travail (EL KALIOUBI, S. ;1983).

L'institution des WAQF peut financer ses projets de développement d'une banque islamique à travers la formule d'*al Mudharabah*. A cet effet, la banque islamique apporte ses fonds alors que l'institution des WAQF gère le projet de développement et les revenus générés sont répartis entre les deux parties conformément à l'accord conclu.

#### ▪ La formule du BOT<sup>16</sup>

Il s'agit d'une formule pratique qui permet à l'institution des WAQF de mettre à la disposition d'un entrepreneur qui a les compétences techniques et financières nécessaires, un bien à investir et à fructifier. L'institution des WAQF renonce aux revenus générés par le bien en faveur de l'entrepreneur pour une durée déterminée permettant à ce dernier de rentabiliser ces investissements.

Toutefois, pour que cette formule soit conforme à la SHARIAH, il est nécessaire d'imposer des règles à l'entrepreneur tel que de lui interdire de financer cette activité à travers des formules usurières ou d'imposer des prix ou des tarifs élevés.

#### ▪ L'émission de Sukuks

Les Sukuks peuvent servir comme moyen permettant à l'institution des WAQF de lever des fonds pour entretenir et/ou développer son patrimoine et ainsi répartir les revenus générés avec les détenteurs des Sukuks.

Généralement, les Sukuks émis peuvent être régis par un contrat de Musharakah ou de Mudharabah ou tout autre contrat jugé adéquat au WAQF à investir. Il est à noter qu'en Jordanie<sup>17</sup>, l'institution des WAQF a émis des sukks Mudharabah pour financer le développement et l'entretien de certains biens.

## Conclusion

Historiquement, l'institution des WAQF a joué un rôle socio-économique important au sein de la société islamique. Elle a assuré, à travers le temps, le financement d'un ensemble de prestations sociales essentielles tels que les universités, les hôpitaux, les bibliothèques, etc.

L'expérience des WAQF peut être perçue comme un modèle islamique précurseur du concept d'entrepreneuriat social.

Aujourd'hui, la complexité des problématiques sociales impose à l'institution des WAQF d'évoluer et de s'adapter pour répondre au mieux aux besoins de la société islamique.

<sup>13</sup> Pour plus de détail sur la formule, voir la norme 12 de l'AAOIFI.

<sup>14</sup> Pour plus de détails, voir la norme 12 de l'AAOIFI

<sup>15</sup> Al *Moudaraba* est le mot utilisé en Iraq alors qu'au Hijaz, on parle de *Quirad*.

<sup>16</sup> Build (Construire) – Operate (Exploiter) – Transfer (Transférer)

<sup>17</sup> عبد السلام العبادي، "سندات المقارضة"، مجلة مجمع الفقه الاسلامي، العدد 4، ج.3، صور استثمار الاراضي الوقفية فقها وتطبيقا وبخاصة في المملكة الاردنية الهاشمية، مجلة مجمع الفقه الاسلامي الدولي، العدد 12، ج.2.

La Finance islamique, en tant qu'alternative islamique propose un ensemble d'instruments financiers qui pourront contribuer au financement de l'institution des WAQF et au développement de son patrimoine.

De plus, l'institution des WAQF peut, de son côté, contribuer au développement de la finance islamique en volume d'actifs.

## Références

BACQ S. & JASSEN F., « Définition de l'entrepreneuriat social : Revue de la littérature selon les critères géographique et thématique », Source internet : <http://web.hec.ca/airepme/images/File/2008/C13.pdf>

Dearlove, D. (2004), "Interview: Jeff Skoll", Business Strategy Review, Vol. 15, N° 2, p. 51-53.

El KALIOUBI, S. « La Banque Islamique », Cahiers juridiques et fiscaux de l'exportation, n° 4, Octobre-Décembre 1983

Fowler, A. (2000), NGDOs as a moment in history: Beyond aid to social entrepreneurship or civic innovation?" third World Quarterly, Vol. 21, n° 4, p. 637-654.

Husain Nagamia, 1992, Islamic Medicine History and Current Practice, Chairman International Institute of Islamic Medicine, President of Islamic Medical Association, University of South Florida Medical School, Tampa, Florida.

ROBERTS, D. et C. WOODS (2005), "Changing the world on a shoestring : the concept of social entrepreneurship", University of Auckland Business Review, Automne, p. 45-51.

SEELOS, C. et J. MAIR (2004), « Social entrepreneurship: the contribution of individual entrepreneurs to sustainable development », Working Paper n° 553, IESE Business School – University of Navarra, p.1-17.

STRYJAN, Y. (2006), "The practice of social entrepreneurship: notes toward a resource perspective", dans C. STEYAERT et D. HJORTH (Eds.), Entrepreneurship as Social change: A third Movements in entrepreneurship Book, Cheltenham : Edward Elgar Publishing, P. 35 – 55.

YALAWAE, A., TAHIRI, I.M., « The Role of Islamic Institution in Achieving Equality and Human Development : WAQF or ENDOWMENT », Universiti darul Iman Malaysia, 2006.

العلامة جمال الدين بن منظور، "لسان العرب"، الجزء 6، دار صادر، بيروت، 1968

العلامة شهاب الدين القرافي، الفارق، جزء 1، مكة، دار إحياء الكتب العربية

العلامة منصور بن يونس البهوتي، صيغ منتهى الإرادات، جزء 7، القاهرة، المكتبة السلفية، 1348هـ

محمد أمين بن العابد، حاشية بن عابدين، جزء 4، القاهرة، مطبعة الحلبي، 1983

محمد الخطيب الشربيني، "مغني المحتاج"، جزء 2، القاهرة، مطبعة الحلبي، 1958

د. منذر قحف، "وقف الأسهم والصكوك والحقوق المعنوية" - الحلقة الثانية، مجلة الاقتصاد الإسلامي، العدد 351، يوليو 2010، ص. 40-49

د. شوقي أحمد دنيا، "إعمار أعيان الوقف بين التحديات والإمكانات"، مجلة الاقتصاد الإسلامي، العدد 361، مارس 2011، ص. 14-26

الغرقاوي، التنبيه بالحسن، ص. 36، نقلا عن العياشي فداد، مجلة مجمع الفقه الإسلامي، العدد 5، ج. 3

عبد السلام العبادي، "سندات المقارضة"، مجلة مجمع الفقه الإسلامي، العدد 4، ج. 3، صور استثمار الأراضي الوقفية فقها وتطبيقا وبخاصة في المملكة الأردنية الهاشمية، مجلة مجمع الفقه الإسلامي الدولي، العدد 12، ج. 2